

COMPTE - RENDU DE LA PARTICIPATION DE LA DELEGATION DJIBOUTIENNE AUX REUNIONS ANNUELLES DE LA BID

01-03 juin 2009

Une délégation Djiboutienne conduite par **Monsieur SIMON MIBRATHU**, Secrétaire Général du Ministère des Finances, a participé aux 34^{èmes} Réunions Annuelles du Conseil des Gouverneurs du groupe de la BID à Ashgabat (TURKMENISTAN), du 1er au 03 juin 2009.

La délégation Djiboutienne était également composée de **M. ALMIS MOHAMED ABDILLAHI**, Directeur du Financement Extérieur, et de **M. AHMED OSMAN**, Directeur Exécutif de la Banque Centrale de Djibouti.

Les thèmes centraux des réunions des Gouverneurs ont essentiellement porté sur les mécanismes mis en œuvre par la BID auprès des pays africains et sur l'impact de la crise financière internationale sur les pays membres du groupe de la BID

I. LA CEREMONIE D'OUVERTURE DE LA REUNION ANNUELLE DES GOUVERNEURS

La cérémonie d'ouverture de la 34^{ème} Réunion Annuelle du Conseil des Gouverneurs du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID) a eu lieu le mardi 02 juin 2009 sous le patronage du Président de la République du Turkménistan, **S.E.M. GURBANGULY BERDIMUKHAMEDOV**, en présence du président du Groupe de la BID, **Dr. AHMED MOHAMED ALI**.

Dans son discours d'ouverture, le Président du pays hôte a souhaité la bienvenue aux participants et a mentionné que la tenue de cette Réunion à Ashgabat est une marque de respect de son pays, de sa politique et de son ouverture à la coopération internationale.

Il a souligné le rôle clé joué par la Banque Islamique de Développement dans le développement, la stabilité sociale et la croissance économique des pays de la Oumma. Il a témoigné de l'appui constant de la BID au Turkménistan depuis 1994 dans les domaines divers de la santé, du transport et des communications. Il a estimé que la présente réunion offre une bonne opportunité d'interaction avec les pays membres de l'OIC et a invité les participants à la Réunion de forger des partenariats pour la réalisation des projets majeurs d'intérêt régional.

Pour sa part, le Président du Groupe de la BID a fait part de sa gratitude aux autorités du Turkménistan pour la bonne qualité de l'organisation et l'accueil chaleureux.

Il a affirmé que la Réunion intervient dans un contexte financier international marqué par une crise profonde sans précédent portant sérieusement préjudice aux économies des pays industrialisés. Parti des Etats-Unis, cette crise est en train de se répandre géographiquement dans les pays d'Europe et d'Asie.

Cependant, il s'est félicité que l'industrie financière islamique n'ait pas été affectée par cette crise, de par sa nature ne privilégiant pas la spéculation et la course aux gains. Dans ce contexte de crise mondiale, la finance islamique s'est révélée comme le système financier le plus fiable et moralement sain. Le succès croissant des banques islamiques en Europe, Londres étant la première place financière islamique, en est une parfaite illustration.

Il a également souligné que déjà la BID a déjà mis en place un programme d'appui des pays affectés par la crise alimentaire à travers la Déclaration de Djeddah en juin 2008 d'un montant de 1.5 Milliard \$US. Il a, par ailleurs, ajouté que depuis le déclenchement de la crise financière la Banque a mis en place des mécanismes et structures de surveillance et d'alerte même si le système financier islamique n'a pas subi les effets de la contagion.

II. LA REUNION DES GOUVERNEURS AFRICAINS

La délégation Djiboutienne a participé à la réunion du groupe Afrique présidée par la Ministre des Finances de l'Ouganda. Lors de cette réunion, le Vice-président de la BID a exposé aux gouverneurs et gouverneurs suppléants les réalisations dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Spécial pour le Développement de l'Afrique (PSDA).

Le Vice Président a présenté le premier rapport annuel du PSDA et a ainsi fait le point sur la situation économique et financière au sein des pays membres du PSDA. Il a rappelé qu'avec 27 pays membres dont cinq représentants l'Afrique du Nord, l'Afrique constitue la plus grande représentation régionale dans le Groupe de la BID. Il a souligné que malgré cette large représentation régionale, l'Afrique dans son ensemble reste la région la moins développée (exceptée l'Afrique du Nord) avec près 360 millions vivant sous le seuil de la pauvreté et menacée par le manque de ressources financières.

Le Vice Président a souligné les actions de la BID dans les pays membres en Afrique. En plus de développer des instruments financiers qui pourraient être adaptés à la situation dans ces pays, la BID a ainsi toujours cherché à mettre en place divers programmes et initiatives pour répondre à leurs besoins.

Le Vice Président a indiqué quel était l'objet de la Déclaration de Ouagadougou en vertu de laquelle la BID a alloué 2 milliards \$US d'investissement en Afrique dans les secteurs prioritaires au cours de la période 2003-2007. Il a mentionné les résultats encourageants obtenus avec un total des approbations à la fin de la période ayant dépassé l'objectif de 13%. Le Vice Président a aussi rappelé qu'après l'achèvement de la mise en œuvre de la Déclaration de Ouagadougou et en réponse aux directives du sommet extraordinaire de l'OCI tenu à la Mecque en décembre 2005, la Banque avait adopté une nouvelle initiative baptisée le Programme spécial pour le développement de l'Afrique (PSDA) qui succédait à la "Déclaration de Ouagadougou portant sur la coopération du groupe de la BID avec l'Afrique". Le programme a été adopté par le Conseil d'administration de la BID lors de sa 250ème réunion tenue à Téhéran, en Iran, en février 2008.

A travers le PSDA, le Vice Président a mentionné la volonté de la BID de renforcer l'aide fournie par la BID à l'Afrique, avec un accent particulier pour les pays membres les moins avancés (PMMA). Il a ainsi précisé la volonté de la BID de s'appuyer sur les acquis de la Déclaration de Ouagadougou afin de maintenir l'élan acquis par l'intensification de l'activité de la Banque dans les pays africains membres et de les aider à atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire (OMD) d'ici 2015.

Le Vice Président a indiqué que dans le cadre du Programme, le Groupe de la BID vise à octroyer un financement total de 4 milliards dollars US de ses propres ressources, sur une période de cinq ans (1429H-1433H) exclusivement à ces PMMA. Ce programme de financement serait essentiellement réalisé à travers le guichet du financement ordinaire de la BID, le Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID), le financement du commerce par la SIFC ainsi que les opérations du secteur privé par la SID. L'objectif de la contribution de ces guichets étant fixé respectivement à 220 millions \$, 200 millions \$, 160 millions \$US pour l'année 1429 de l'Hégire. Il a ainsi précisé que ces montants augmenteront annuellement d'environ 15%.

Le Vice Président a mentionné que le total des décaissements au cours de l'année s'élevait à 290 millions de DI, soit près de 46% du total des approbations.

La BID a porté son attention sur l'amélioration des opérations commerciales dans les pays Africains concernés par le PSDA afin de faciliter l'importation des produits de base tels que les produits agricoles et les produits pétroliers.

Le Vice Président a enfin mentionné les domaines d'intervention du PSDA qui continue de soutenir divers programmes initiés par le Groupe de la BID dans le cadre de la Déclaration de Ouagadougou tels que : (i) les programmes d'éducation bilingue, (ii) le Programme d'alphabétisation fonctionnelle pour la réduction de la pauvreté (pAFRp), (iii) le Programme Roll Back Malaria ; et (iv) la Déclaration de Djeddah sur la sécurité alimentaire.

Afin d'être plus proche de ses pays membres africains et de renforcer l'efficacité de ses opérations en Afrique sub-saharienne, il a conclu sur les efforts de la BID visant à renforcer le nouveau bureau régional de Dakar.

III. REUNION AVEC LE DEPARTEMENT DES OPERATIONS COD-3

En marge des Assemblées Annuelles, la délégation Djiboutienne a eu des réunions avec les responsables de la BID et plus particulièrement avec **M. BIRAMA BOUBACAR SIDIBE**, Vice Président des Opérations de la Banque et de son staff.

Le Secrétaire Général a dans un premiers temps rappelé qu'il avait exercé les fonctions de Directeur Exécutif au sein de la BID. Il a en outre remercié l'équipe de la BID pour l'importance du portefeuille et pour le travail de mobilisation des ressources. Il a aussi brièvement fait le point sur la situation économique et financière nationale. Il a ainsi mentionné que la dernière mission du FMI avait abouti sur des résultats concluants avec des prévisions du PIB de 5,1% pour l'année 2009 et a rappelé l'existence d'un solde budgétaire excédentaire pour l'année 2008 malgré les répercussions de la crise énergétique, de la crise alimentaire et de la crise financière.

Il a toutefois souligné le degré de vulnérabilité élevé de l'économie Djiboutienne par rapport aux chocs extérieurs et la nécessité d'un soutien accru de la BID.

Le Secrétaire Général a ainsi précisé la bonne tenue de l'économie Djiboutienne et d'une croissance basée sur le secteur portuaire et les IDE. Il a par ailleurs rappelé l'engagement de la BID dans le cadre du

Port de Doraleh – inauguré en février 2009 et géré par DPWorld - qui a servi de catalyseur pour les autres institutions multilatérales tel que la BAD. Il a précisé que les activités du port de Doraleh visaient bien entendu le transit Ethiope mais aussi le transbordement. Le Secrétaire Général a aussi évoqué l'importance en volume et per capita des IDE qui s'inscrivent dans les efforts entrepris par le gouvernement afin d'améliorer le cadre institutionnel et le climat des affaires.

Il a mentionné les répercussions des crises susmentionnées sur la croissance car la crise aura un impact sur les IDE. Il a indiqué l'inflation importante en 2008 qui a été de 9,2% et a tenu à souligner l'impact des crises sur les populations vulnérables. Il a évoqué les impacts indirects de la crise financière sur Djibouti avec les problèmes de devises rencontrés par l'Ethiopie suite à la dégradation de sa balance des paiements. Il a aussi indiqué la baisse drastique des exportations Ethiopiennes et les effets sur l'économie Ethiope des répercussions de la crise financière. Outre cette problématique, il a évoqué les actions des autorités Djiboutiennes dans le cadre de la sécurité alimentaire.

Concernant les projets, le Secrétaire Général a mentionné la bonne performance des projets et la qualité du portefeuille. Il a précisé l'existence de retards dans les décaissements même si, ces derniers temps, la situation des décaissements s'est sensiblement améliorée.

Il a souligné la nécessité d'aborder la problématique des décaissements selon une approche partenariale. Il a ainsi mentionné qu'il était inutile de chercher la culpabilité des acteurs mais plutôt d'avoir cette approche partenariale et de vouloir régler ensemble les problèmes à travers une analyse critique et constructive de la situation.

Il a ainsi évoqué le problème de l'Hôpital de Balbala financé par la BID et pour lequel le marché n'a pas encore été attribué. Il a tenu à rappeler les chocs exogènes sur la réalisation de projets d'infrastructures suite à la flambée du prix des matières premières et a indiqué que des problèmes similaires ont été constatés sur le projet de l'Education.

Le Vice Président de la BID a remercié le SG pour cette vision et cette approche qu'il avoue partager. Il a évoqué la nécessité d'une démarche tactique quant à la gestion des projets.

Il a indiqué pour sa part que la BID est considérablement intervenue à Djibouti et que ses actions à Djibouti s'inscrivent dans les missions qui sont les siennes. Ainsi les projets et programmes développés par la BID à Djibouti contribuent à réduire la pauvreté.

Il a toutefois déploré une certaine lenteur dans l'exécution des projets et a exhorté le ministère des Finances à résoudre ce type de problèmes.

Le Secrétaire Général a pris note de ces préoccupations afin d'accélérer l'exécution des projets et a rappelé l'approche partenariale souhaitée.